

Perspectives

N°23/239 – 13 septembre 2023

ROYAUME-UNI – Forte révision à la hausse de la croissance post-Covid

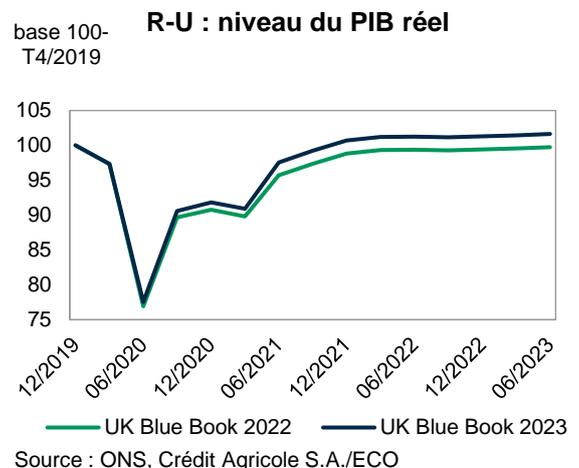
L'institut des statistiques nationales britanniques ONS a créé la surprise au début de septembre en publiant un communiqué qui signale que des révisions significatives de la croissance du PIB en 2020 et 2021 seront publiées plus tard cette année dans les comptes nationaux de 2023 (également connu sous le nom de Blue Book 2023). Selon les nouvelles estimations, le Royaume-Uni aurait connu une contraction légèrement moins forte de son économie en 2020 qu'estimé précédemment (-10,4% au lieu de -11%), suivie d'un rebond nettement plus fort en 2021 (8,7% au lieu de 7,6%), de telle façon que son PIB réel se situerait 0,6% au-dessus de son niveau pré-Covid au quatrième trimestre 2021 (contre 1,2% en-dessous estimé précédemment). Les données trimestrielles du PIB entre 1997 et 2019 ont également subi des révisions, mais globalement de très faible ampleur. La baisse cumulée du PIB pendant la crise financière de 2008-2009 a été légèrement révisée à la baisse (de 0,1%) à -6,4% et le retour aux niveaux du PIB d'avant la crise a été retardé d'un trimestre au T3-2013.

Ces résultats seraient dus à plusieurs changements méthodologiques, incluant l'application d'une nouvelle méthodologie d'estimation de l'impact de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement globales, des améliorations apportées aux calculs des déflateurs et l'intégration de nouvelles données permettant d'améliorer la comparabilité internationale.

En 2020, la comptabilisation des variations de stocks était difficile. L'ONS estime qu'au lieu d'avoir déstocké durant cette période, les entreprises ont en réalité constitué des stocks ce qui a eu pour conséquence une hausse des stocks de 2,5 Mds £ contre une baisse de 11,4 Mds £ annoncée précédemment. En 2021, la révision assez significative de la croissance du PIB serait due à un fort réajustement à la hausse de la consommation des ménages grâce à des informations plus complètes dans certains secteurs. Nous devons attendre la prochaine publication des comptes nationaux trimestriels le 29 septembre prochain pour connaître le détail précis de la décomposition du PIB par dépenses.

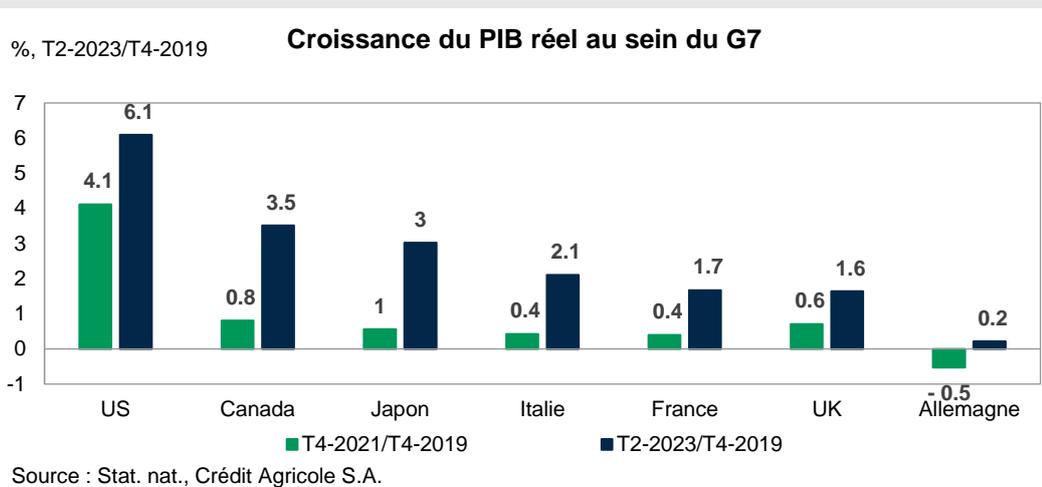
En termes de secteurs, la croissance dans les services a été révisée à la hausse de 3,9 points de pourcentage (pp) à 10,9% pour 2021. Les plus fortes contributions sont celles des activités de la grande distribution et de la vente au détail, qui ont contribué conjointement pour 2 pp à la révision. La seconde plus forte contribution a été celle des services de santé avec une contribution de 1,2 pp à la révision, reflétant la reprise des services de santé « réguliers », la poursuite des activités de tests et de traçage et la mise en œuvre de la campagne de vaccination. Par conséquent, le taux de croissance de l'ensemble des services au contact direct avec la clientèle a connu une révision à la hausse en 2021. Au quatrième trimestre 2021, l'écart de leur niveau d'activité par rapport à la période pré-Covid est estimé à présent à -8% contre -11,1% précédemment.

Contrastant avec ces évolutions plus favorables dans le secteur tertiaire, le taux de croissance du secteur industriel a quant à lui subi une forte révision à la baisse pour 2021. Après une hausse de 2,3% en 2020 (contre 1,2% estimé précédemment) le secteur s'est contracté de 3,9% en 2021, au lieu d'avoir progressé



de 7,3%. Les quatre sous-secteurs contribuent tous à cette révision négative mais c'est le secteur manufacturier qui y participe le plus : sa progression en 2021 n'est plus que de 1,6% contre 9,7% dans les estimations précédentes. Cette reprise post-pandémique beaucoup plus lente qu'estimé précédemment est le résultat d'une baisse relativement généralisée de la production manufacturière à travers presque tous les sous-secteurs (à l'exception des produits alimentaires et des textiles, qui ont vu leurs volumes de production révisés fortement à la hausse). La production de métaux de base et de produits métalliques et celle d'équipement électriques et de produits chimiques ont connu les révisions les plus fortes, des baisses de leur production ayant été compensées par des importations. Le secteur de l'électricité et du gaz a également subi une révision significative à la baisse : pour 2020 il aurait connu selon l'estimation actuelle une baisse de 32,1% contre une hausse de 5,1% précédemment.

✓ **Notre opinion** – Ces révisions positives des chiffres de croissance pour 2020 et surtout pour 2021 (l'année du Brexit) ne reflètent pas nécessairement un moindre impact du Brexit sur l'économie : les éléments donnés par l'ONS suggèrent surtout un rebond post-pandémique plus fort de la consommation des ménages, notamment dans les magasins, lié à l'assouplissement des contraintes sur la mobilité des personnes. Ce rebond de la demande ne semble pas avoir été satisfait par une hausse de la production domestique, celle-ci étant à présent estimée avoir baissé en 2021. Il a dû donc être satisfait soit par un mouvement de déstockage plus marqué (ce qui serait compatible avec le mouvement en sens inverse en 2020) et/ou par des importations de marchandises plus élevées. Dans ce dernier cas, le constat curieux qui avait été fait de l'impact du Brexit sur les échanges de biens avec l'UE dans les mois suivant la mise en place de l'accord de retrait – à savoir une reprise plus lente des importations que celle des exportations (en dépit de l'asymétrie dans la mise en place des contrôles douaniers) après le choc immédiat en janvier 2021 – pourrait donc changer quelque peu. Sur le plan international, si les rythmes de croissance des autres pays ne sont pas révisés, les nouveaux chiffres du PIB britannique pour 2020 et 2021 impliquent que le PIB réel au T2-2023 se situe 1,6% au-dessus de son niveau du T4-2019, proche de la performance de la France.



Article publié le 8 septembre 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
13/09/2023	<u>Zone euro – Une rentrée tout en faiblesse</u>	Zone euro
12/09/2023	<u>Italie – Immobilier résidentiel : 2023, la fin d'un cycle</u>	Italie, Immobilier
08/09/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/08/2023	<u>Microtransaction, l'incontestable champion des jeux vidéo</u>	Microtransactions, Jeux vidéo
31/07/2023	<u>Immobilier non résidentiel en France – Baisse des valeurs vénales des bureaux prime à Paris. Quelles conséquences pour les banques ?</u>	Immobilier, France
28/07/2023	<u>France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance surprend à la hausse au T2 2023</u>	France
24/07/2023	<u>Blockchain gaming, l'avenir du jeu vidéo ?</u>	Fintech
21/07/2023	<u>Prix alimentaires – Scénario 2023-2024 : signes de décrue</u>	Commerce, distribution
21/07/2023	<u>Italie – Scénario 2023-2024 : une année de transition</u>	Italie
20/07/2023	<u>Gaz – Scénario 2023-2024 : vive la sobriété</u>	Énergie
20/07/2023	<u>Le retrait de Foxconn en Inde, reflet des faiblesses du pays</u>	Asie
19/07/2023	<u>Moyen-Orient - Afrique du Nord – Les Fonds souverains, des acteurs économiques plus engagés</u>	Moyen-Orient – Afrique du Nord
19/07/2023	<u>Pétrole – Scénario 2023-2024 : la remontée des cours se fait désirer</u>	Énergie
18/07/2023	<u>Chili – L'ajustement du bilan des agents privés</u>	Amérique latine
17/07/2023	<u>Brésil – De lourdes hypothèques presque levées</u>	Amérique latine
17/07/2023	<u>Espagne – Scénario 2023-2024 : vers un ralentissement serein</u>	Zone euro
13/07/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/07/2023	<u>La nouvelle frontière de l'impératif de sécurité économique européen</u>	Union européenne
13/07/2023	<u>Zone euro – Scénario 2023-2024 : un chemin heurté vers la normalité</u>	Zone euro
10/07/2023	<u>Espagne – La demande étrangère soutient la croissance</u>	Zone euro
10/07/2023	<u>Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : la résistance de la demande impose une poursuite du resserrement monétaire</u>	Royaume-Uni

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.